

COMMUNIQUÉ

La colère des
jeunes doit
être entendue.



Inter-Réseaux
des professionnels
du Développement
Social Urbain



L'Inter-réseau du développement social et urbain (IRDSU) exprime sa solidarité avec le mouvement de contestation qui, parti de plusieurs établissements scolaires situés dans les **quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)**, mobilise aujourd'hui lycéen.ne.s, enseignant.e.s et plus largement une partie de la société.

Pour de nombreux jeunes, il s'agit parfois de leur première mobilisation collective et de leur première prise de parole dans l'espace public. **Cette parole doit être entendue et prise au sérieux.** Car les jeunes des QPV connaissent des difficultés sociales, scolaires et d'accès aux services publics plus importantes que la moyenne. Leurs conditions d'études et leurs perspectives d'avenir restent trop souvent marquées par de fortes inégalités territoriales. **Et aux difficultés structurelles, Parcoursup semble venir renforcer cette privation d'opportunités et de perspectives pour des jeunes qui se voient empêcher de réaliser leur rêve.**

L'IRDSU entend notamment soutenir les revendications qui portent sur des réalités très concrètes : la **rénovation des bâtiments scolaires, la qualité des équipements, des conditions d'accueil dignes et le remplacement effectif des professeur.e.s absent.e.s**. Ces demandes ne sont ni accessoires ni excessives : elles relèvent de l'égalité républicaine et du droit commun auquel chaque jeune doit pouvoir prétendre.

Cette situation est d'autant plus préoccupante dans les **territoires ultramarins, véritables « oubliés des oubliés »**. À Mayotte, où les difficultés d'accès à l'éducation, aux services publics, au logement et aux droits sont considérables, **la situation est devenue intolérable**. Les jeunes Mahorais.es ne peuvent avoir le sentiment que leur avenir vaut moins que celui des autres jeunes de la République.

La violence ne saurait être une réponse à des revendications légitimes. Nous condamnons sans ambiguïté les violences contre les personnes et les dégradations qui **sont le fruit d'une infime minorité de ce mouvement**. Mais le maintien de l'ordre doit lui aussi s'exercer avec **mesure et discernement**. Les blessures graves et les mutilations qui accompagnent désormais les manifestations ne peuvent devenir une réalité acceptable dans une société démocratique. **La protection de l'intégrité des personnes doit toujours primer sur la préservation des biens matériels. Les citoyen.ne.s ne devraient pas craindre les forces de l'ordre** et c'est un signal inquiétant. Cela interroge sur nos différents canaux d'expression et la nécessité d'une adaptation des structures actuelles.

L'IRDSU souhaite également que le traitement médiatique de ce mouvement permette de mieux comprendre ce qui l'a fait naître. **Réduire une mobilisation de grande ampleur aux seuls débordements, sans donner suffisamment la parole à ceux qui la portent, ne permet pas d'en saisir le sens.**

En tant que professionnel.le.s engagé.e.s au quotidien dans les quartiers populaires, nous savons combien **la présence et la qualité des services publics sont essentielles pour maintenir l'égalité entre les territoires**. Lorsque le droit commun recule, ce sont d'abord les habitants des territoires les plus fragiles qui en subissent les conséquences. **La politique de la ville ne peut pas se substituer à des services publics de droit commun en constante dégradation.**

Cette mobilisation doit donc être entendue. Elle appelle des réponses concrètes et à la hauteur des attentes exprimées par les jeunes, particulièrement ceux des QPV et des territoires ultramarins dans lesquels les services publics ne sont pas équitables voire très inégaux. Leur donner des conditions dignes pour apprendre, se construire et envisager leur avenir est une responsabilité collective.

Pour l'IRDSU – son Conseil d'Administration